

Art. 10. Overeenkomstig artikel 144, § 3, lid 10, van het decreet, aan het einde van de twee delen van de proef voor toelating tot stage fase in de betrekkingen van het bevorderingsambt van zonedirecteur, bepaalt de examencommissie, bedoeld in artikel 3, § 1, lid 1, een enige algemene rangschikking voor het ambt van zonedirecteur, die vervolgens wordt gebruikt door zones te groeperen op basis van de keuze die de kandidaten in hun kandidaatstelling hebben gemaakt.

Overeenkomstig artikel 144, § 3, lid 10, van het decreet, aan het einde van de twee delen van de proef voor toelating tot stage fase in de betrekkingen van het bevorderingsambt van afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, bepaalt de examencommissie, bedoeld in artikel 3, § 1, lid 2, een enige algemene rangschikking voor het ambt van zonedirecteur, die vervolgens wordt gebruikt door zones te groeperen op basis van de keuze die de kandidaten in hun kandidaatstelling hebben gemaakt.

Om deze rangschikking vast te stellen, wordt rekening gehouden met de puntenwaardering die door de kandidaten tot op de tweede decimaal hebben behaald.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 november 2018.

Art. 12. De Minister bevoegd voor het Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 24 oktober 2018.

De minister-president,
R. DEMOTTE
De minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205402]

20 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon exécutant l'article 13, § 2, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, portant sur les situations et les conditions de perte de capacité de gain

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, l'article 13, § 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 novembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 novembre 2017;

Vu l'avis du Comité « Familles » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, rendu le 19 décembre 2017;

Vu le rapport du 23 novembre 2017 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis 62.975/2 du Conseil d'État, donné le 12 mars 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1^{er}, de la Constitution.

Art. 2. Le terme activité, dans le cadre du présent arrêté, s'entend comme l'engagement dans les liens d'un contrat de travail ou dans le cadre d'un statut ou de l'assujettissement à l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

Art. 3. § 1^{er}. Sont considérés comme présentant une perte de capacité de gain :

1° le travailleur salarié malade ou victime d'un accident ou durant la période de protection de la maternité qui :

a) bénéficie d'une indemnité d'incapacité de travail ou de maternité prévue par la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, à partir du septième mois d'une période composée d'incapacité primaire et éventuellement de protection de la maternité ou durant la période composée d'invalidité et éventuellement de protection de la maternité; cette disposition est également applicable si cette indemnité est accordée en vertu de l'article 136, § 2, de la même loi;

b) bénéficie d'une pension d'invalidité en vertu de l'arrêté royal du 19 novembre 1970 relatif au régime de pension d'invalidité des ouvriers mineurs;

c) remplit toutes les conditions d'octroi de la pension visée au b), mais qui ne bénéficie pas de cette pension en application de l'article 23, § 3, de l'arrêté royal du 19 novembre 1970 relatif au régime de pension d'invalidité des ouvriers mineurs ou de l'article 80 des lois du 3 juin 1970 relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970;

2° le travailleur salarié, à partir du septième mois :

a) qui, atteint d'une incapacité de travail de soixante-six pour cent au moins, bénéficie d'une indemnité prévue par la législation relative aux accidents du travail ou par celle relative aux maladies professionnelles;

b) atteint d'une incapacité de travail de soixante-six pour cent au moins ou en repos d'accouchement qui ne bénéficie pas d'une indemnité de maternité;

c) qui, victime d'un accident, est atteint d'une incapacité de travail de soixante-six pour cent au moins;

3° le travailleur salarié non visé au 1° ou 2°, dont la capacité de gain est réduite à un tiers au moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner ou qui est atteint d'une réduction d'autonomie de neuf points au moins conformément à la législation relative aux allocations aux handicapés et qui, immédiatement avant sa mise au travail, n'exerçait aucune activité professionnelle lucrative et bénéficiait, en vertu de la législation relative aux allocations aux handicapés, d'une allocation de remplacement de revenus, d'une allocation pour l'aide aux personnes âgées ou d'une allocation d'intégration;

4° le travailleur salarié non visé au 1°, 2° ou 3°, qui était atteint d'une incapacité de travail de soixante-six pour cent au moins avant d'avoir commencé effectivement à exercer une activité professionnelle;

5° à partir du septième mois d'incapacité de travail, le travailleur indépendant :

a) qui est reconnu se trouver en état d'incapacité de travail conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, dénommé ci-après « l'arrêté royal du 20 juillet 1971 »;

b) qui ne remplit pas les conditions se rapportant à la qualité de titulaire prévues à la section 1^{re} du chapitre III de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 s'il est atteint d'une incapacité de travail consécutive à un accident ou à une maladie;

c) redevable de cotisations sociales visées à l'article 12, § 2, ou l'article 13, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, qui, en vertu de la législation relative aux allocations aux personnes handicapées, bénéficie d'une allocation calculée sur la base d'une incapacité permanente de travail de soixante-six pour cent au moins ou dont la capacité de gain est réduite à un tiers au moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner ou qui relève de la catégorie II, III ou IV, en ce qui concerne le degré d'autonomie, conformément à cette même législation.

L'incapacité visée à l'alinéa 1^{er}, 5°, b), est appréciée conformément aux règles des articles 19 à 25 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971. Elle n'est plus reconnue si elle prend cours au plus tôt, soit le jour où le travailleur atteint l'âge de la pension, soit le jour de prise de cours effective d'une pension de retraite anticipée en vertu du régime de pension des travailleurs indépendants ou de celui des travailleurs salariés.

Le délai de six mois n'est pas requis pour le travailleur indépendant visé à l'alinéa 1^{er}, 5°, c), qui bénéficie déjà d'une allocation de remplacement de revenus ou d'intégration en vertu de la législation relative aux allocations aux personnes handicapées.

Les interruptions admises aux articles 8, 9 et 10 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 sont censées ne pas interrompre le délai visé à l'alinéa 1^{er}, 5°. Le travailleur qui remplit les conditions prévues à l'alinéa 1^{er}, 5°, continue d'ouvrir le droit au supplément pendant ces périodes d'interruption.

Les travailleurs visés au présent paragraphe peuvent exercer une activité professionnelle lucrative, sauf si la loi ou le règlement qui leur reconnaît l'incapacité de travail s'y oppose.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, la pension prématurée pour motif de santé est considérée comme une incapacité de travail de soixante-six pour cent au moins.

§ 3. Les périodes comptant moins de quatorze jours ouvrables pendant lesquelles le travailleur cesse d'être en état d'incapacité primaire au sens de la législation assurance maladie-invalidité n'ont pas d'effet interruptif sur la computation des périodes de six mois d'incapacité visées au paragraphe 1^{er}.

Les périodes comptant moins de trois mois pendant lesquelles le travailleur cesse d'être en invalidité au sens de la législation assurance maladie-invalidité sont sans impact pour l'application du paragraphe 1^{er}.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 5. Le Ministre qui a les prestations familiales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur, le 20 septembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205402]

20 SEPTEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 13, § 2, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, met betrekking tot de toestanden en voorwaarden inzake verlies van het verdienvermogen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, artikel 13, § 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 november 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 november 2017;

Gelet op het advies van het Comité "Gezinnen" van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waalse agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), uitgebracht op 19 december 2017;

Gelet op het rapport van 23 november 2017, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies nr. 62.975/2 van de Raad van State, gegeven op 12 maart 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In het kader van dit besluit wordt onder activiteit verstaan de indienstneming op grond van een arbeidsovereenkomst of in het kader van een statuut of de onderwerping aan het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

Art. 3. § 1. Worden beschouwd als verlies van het verdienvermogen :

1^o de werknemer die ziek is of een ongeval heeft of tijdens de periode van moederschapsbescherming die:

een uitkering geniet wegens arbeidsongeschiktheid of moederschap, bedoeld bij de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, vanaf de zevende maand van een periode van primaire arbeidsongeschiktheid en eventueel moederschapsbescherming of tijdens de periode van invaliditeit en eventueel moederschapsbescherming; deze bepaling is ook van toepassing indien deze uitkering krachtens artikel 136, § 2, van dezelfde wet wordt toegekend;

b) een invaliditeitspensioenstelsel geniet krachtens het koninklijk besluit van 19 november 1970 betreffende het invaliditeitspensioenstelsel voor de mijnwerkers;

c) die aan alle voorwaarden voor de uitkering van het pensioen bedoeld in punt b) voldoet, maar die bedoeld pensioen niet geniet overeenkomstig artikel 23, § 3, van het koninklijk besluit van 19 november 1970 betreffende het invaliditeitspensioenstelsel voor de mijnwerkers of van artikel 80 van de wetten van 3 juni 1970 betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de daaruit voortvloeiende schade, gecoördineerd op 3 juni 1970;

2^o de werknemer, vanaf de zevende maand, die :

a) ten minste zesenzestig pct. arbeidsongeschikt is en die een uitkering bedoeld bij de wetgeving inzake arbeidsongevallen of bij beroepsziekten geniet;

b) ten minste zesenzestig pct. arbeidsongeschikt is of in bevallingsrust, die geen moederschapsuitkering geniet;

c) door een ongeval getroffen is en die ten minste 66 pct. arbeidsongeschikt is;

3^o de niet onder 1^o of 2^o bedoelde werknemer, wiens verdienvermogen verminderd is tot minstens een derde van wat een valide persoon kan verdienen of die getroffen is door een vermindering van zelfredzaamheid van minstens negen punten overeenkomstig de wetgeving betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten en die onmiddellijk vóór zijn tewerkstelling, geen enkele bezoldigde beroepsbezigheid heeft uitgeoefend en die, krachtens de wetgeving inzake tegemoetkomingen aan gehandicapten, in aanmerking kwam voor een inkomensvervangende uitkering, een tegemoetkoming voor hulp aan ouderen of een inschakelingsuitkering;

4^o de niet onder 1^o, 2^o of 3^o bedoelde werknemer, die ten minste zesenzestig pct. arbeidsongeschikt was vooraleer hij werkelijk een beroepsbedrijvigheid begon uit te oefenen;

5^o de werknemer die, vanaf de zevende maand arbeidsongeschiktheid:

erkend is als arbeidsongeschikt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, hierna "het koninklijk besluit van 20 juli 1971" genoemd;

b) niet voldoet aan de voorwaarden betreffende het statuut van houder bedoeld in afdeling 1 van hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 indien hij arbeidsongeschikt is ten gevolge van een ongeval of ziekte;

c) de socialezekerheidsbijdragen moet betalen bedoeld in artikel 12, § 2, of in artikel 13, § 1, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, die krachtens de wetgeving inzake uitkeringen voor gehandicapten, een uitkering ontvangt die wordt berekend op basis van een blijvende arbeidsongeschiktheid van ten minste zesenzestig procent of waarvan de verdienvermogen wordt beperkt tot minstens een derde van wat een valide persoon kan verdienen of die, wat de graad van zelfredzaamheid betreft, onder categorie II, III of IV valt, overeenkomstig diezelfde wetgeving.

De in het eerste lid, 5^o, b), bedoelde ongeschiktheid wordt gewaardeerd overeenkomstig de voorschriften van de artikelen 19 tot 25 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971. Zij wordt niet meer erkend indien zij ten vroegste aanvangt, hetzij op de dag waarop de werknemer de pensioenleeftijd bereikt, hetzij op de dag waarop een vervroegd rustpensioen werkelijk is ingegaan krachtens het pensioenstelsel voor zelfstandigen of dit voor werknemers.

De termijn van zes maanden is niet vereist voor de in het eerste lid, 5^o, c), bedoelde zelfstandige die reeds de inkomensvervangende tegemoetkoming of integratietegemoetkoming geniet krachtens de wetgeving met betrekking tot de tegemoetkomingen aan personen met een handicap.

De onderbrekingen die zijn toegelaten bij de artikelen 8, 9 en 10 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 worden geacht de termijn bepaald in het eerste lid, 5^o, niet te onderbreken. De werknemer die de in het eerste lid, 5^o, bedoelde voorwaarden vervult, doet het daarin bepaalde recht verder bestaan tijdens deze periodes van onderbreking.

De werknemers bedoeld in deze paragraaf kunnen een bezoldigde beroepsbezigheid uitoefenen, tenzij de wet of regeling waarbij hun arbeidsongeschiktheid wordt erkend, zich daartegen verzet.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1, wordt vervroegd pensioen om gezondheidsredenen beschouwd als arbeidsongeschiktheid van minstens zesenzestig procent.

§ 3. Periodes van minder dan 14 werkdagen gedurende welke de werknemer niet langer primaire arbeidsongeschiktheid in de zin van de wetgeving inzake ziekte- en invaliditeitsverzekering heeft, hebben geen storende werking op de berekening van de in lid 1 bedoelde tijdvakken van arbeidsongeschiktheid van zes maanden.

Perioden van minder dan drie maanden waarin de werknemer niet langer invalide is in de zin van de wetgeving inzake ziekte- en invaliditeitsverzekering, hebben geen gevolgen voor de toepassing van paragraaf 1.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 5. De Minister bevoegd voor gezinsbijslagen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 september 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,

Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205404]

11 OCTOBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon concernant les prévisions budgétaires pluriannuelles des centres publics d'action sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, l'article 88ter, inséré par le décret-programme du 17 juillet 2018 portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de politique aéroportuaire, de tourisme, d'agriculture, de nature, de forêt, des pouvoirs locaux et de logement;

Vu le rapport du 11 juin 2018 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 30 août 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Sont concernés par le présent arrêté, les centres publics d'action sociale des communes de langue française de la Région wallonne.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'Administration : la direction générale du Service public de Wallonie ayant pour mission la tutelle sur les pouvoirs locaux;

2° le fichier SIC : le fichier de synthèse d'information comptable généré exclusivement au moyen de l'application eComptes mis à disposition des pouvoirs locaux par l'Administration.

Art. 3. Les prévisions budgétaires pluriannuelles élaborées par les centres publics d'action sociale visés à l'article 88ter de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale tiennent compte des objectifs et des politiques définis dans le programme stratégique transversal qui est adopté en début de législature et des recommandations communiquées chaque année par le Ministre qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions au travers d'une circulaire relative aux prévisions budgétaires pluriannuelles.

Art. 4. Chaque année, le Ministre qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions publie une circulaire budgétaire reprenant ses recommandations en matière de prévisions budgétaires pluriannuelles.

Art. 5. En fonction de l'évolution de paramètres socio-économiques ou de décisions pouvant avoir des conséquences sur les finances locales, les recommandations reprises dans la circulaire visée à l'article 4 peuvent être actualisées en cours d'exercice budgétaire.

Art. 6. Les centres publics d'action sociale transmettent leurs prévisions budgétaires pluriannuelles à chaque fois qu'ils transmettent leur budget initial ou une modification budgétaire à l'Administration.

Art. 7. Les prévisions budgétaires pluriannuelles sont communiquées par un fichier SIC, mis à disposition par l'Administration via l'application eComptes.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur pour la première fois lors de l'élaboration des budgets initiaux 2020.

Art. 9. La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 octobre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE